

EDITORIAL:

Dans la série des rencontres annuelles organisées par notre Association (DSFF), s'est déroulé en octobre 2004 un symposium scandinave sous le titre "Communication internationale – globalisation et localisation". Une centaine de représentants des secteurs concernés (entreprises, secteur public, universités, organismes nationaux et internationaux, etc.), échangèrent, en plénière et dans trois ateliers, des vues sur les sujets proposés: l'importance des langues pour la compétitivité du commerce et de l'industrie ; le besoin d'améliorer les compétences linguistiques dans les entreprises et le secteur public ; la place des langues dans l'enseignement (primaire, secondaire et supérieur) ; le rôle des « nouvelles » langues dans la communication internationale ; etc..

Que peut-on alors retenir de ce symposium ?

Déjà, comme le disait notre Présidente dans son allocution d'ouverture, la situation a bien évolué par rapport aux recommandations votées lors du Symposium 2002. A la suite de notre « livre blanc »¹, publié en juin 2003, le Ministère de la Culture publia en septembre 2003 un autre rapport « Langues en jeu »² où l'accent était mis, entre autres, sur l'importance des langues, des LSP et de la terminologie, rapport qui fut suivi d'un débat au parlement danois sur la politique des langues.

C'était justement un de nos objectifs : soulever un débat politique afin de rendre les acteurs de la communication internationale professionnelle, notamment les chefs d'entreprises, conscients de la complexité et de l'importance des problèmes de langue aussi bien au niveau économique que culturel.

Il semblerait que la stratégie a donné des résultats. En tout cas l'attitude des intervenants était beaucoup plus nuancée qu'elle ne l'a été jusqu'ici.

On maintient, bien sûr, l'importance de l'anglais comme langue véhiculaire dans la plupart des relations internationales et la nécessité de connaître cette langue (ce que personne ne conteste), mais pour la première fois les entreprises admettent que la maîtrise d'autres langues (jumelée avec la connaissance des cultures correspondantes) s'impose dans les relations avec beaucoup de pays non anglophones.

¹ Hvidbog om erhvervsliv, sprogpolitik og konkurrenceevne. (Le monde des affaires, politique des langues et compétitivité). DSFF, Copenhague 2003.

² Sprog på Spil – et udspil til en dansk sprogpolitik. (Langue en jeu). Ministère de la culture au Danemark, Copenhague 2003.

Pour la première fois aussi, on semble se soucier de la qualité de l'anglais utilisé et, ce qui est le plus surprenant, on réclame de façon massive une meilleure maîtrise de la langue nationale.

Cela revient à mettre le système éducatif en cause, ce qui est un tout autre problème.

En effet on peut se demander l'utilité d'insister sur la nécessité du plurilinguisme si on ne peut pas livrer la « marchandise », même pas en langue maternelle, comme cela a été souligné lors du Symposium.

Puisqu'il s'agissait en l'occurrence d'un symposium danois/scandinave on pourrait croire à un phénomène local, limité géographiquement, si ce n'était pour les résultats de l'enquête PISA³ 2003 publiés en 2004. Un des volets de PISA porte sur la capacité de lecture des élèves de 15 à 16 ans dans 41 pays, notamment les pays membres de l'OCDE. Les élèves sont placés dans 6 catégories en fonction de leurs scores. Les catégories 0 et 1 représentent le niveau le plus bas, correspondant à ce qu'on appelle l'analphabétisme fonctionnel.

La somme des pourcentages dans ces deux catégories (0 et 1) dans chaque pays, va de 5% à 63%. Or dans une douzaine de pays, qui par ailleurs restent (tout juste) dans la moyenne internationale, ce pourcentage varie entre 16% et 22% et il s'agit de pays où ces chiffres surprennent un peu : Suisse 16%, France 17%, Danemark 17%, Allemagne 22%, Autriche 20%, etc..

Le classement correspond assez bien aux classements de la première enquête PISA en l'an 2000 et aux classements d'autres enquêtes plus anciennes.

On note cependant une baisse pour certains pays, p.ex. la France qui lors d'une enquête de l'OCDE en 1991 se situait en tête juste après la Finlande, et qui ne dépasse pas aujourd'hui la moyenne. De même le groupe 0 de l'échelle PISA est passé en France de 4,2% à 6,3% de l'an 2000 à 2003.

Quelles sont les conclusions qu'on peut tirer de ces enquêtes ? Est-ce que l'enseignement est mal organisé ? Certains le pensent, mais cette idée est évidemment difficile à accepter dans les pays qui se flattent d'avoir le meilleur système scolaire au monde.

En tout état de cause, on voit difficilement comment apprendre les langues étrangères (à un niveau fonctionnel) à des populations où plus de 50% ne maîtrisent que passablement (ou pas du tout) leur langue maternelle.

Au total, la situation est inquiétante, et il serait peut-être temps de repenser les philosophies qui sont à la base des politiques éducatives depuis 35 ans.

³ PISA 2003 (Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves). OCDE 2004.

Dans les années 70, le Conseil de l'Europe voulait introduire, dans l'enseignement des langues, un système d'unités capitalisables qui ne fut jamais réalisé. Cependant le rapport du Conseil sur le projet, publié en 1981⁴, reflète l'esprit dans lequel les réformes de l'époque ont été mises en place en Europe.

Le Rapport dénonce « l'élitisme dans l'enseignement traditionnel des langues à l'école », critique « la progression des difficultés de cette discipline intellectuelle » qui fait passer les différentes couches des classes moyennes par « des filtres succesifs basés sur certaines normes » et il conclut :

« La grande masse de la population n'est absolument pas touchée par des activités tournant uniquement autour de valeurs, de connaissances et de compétences qui apparaissent étrangères à son existence ».

Ce fut l'époque aussi où on introduisit « le collège unique », la pédagogie « centrée sur l'élève » etc., principes qui sont toujours en vigueur.

Aujourd'hui les gouvernements commencent néanmoins à s'inquiéter et envisagent des réformes, mais personne n'a apparemment le courage de mettre les doctrines pédagogiques en question et aller contre les « experts » qui, encore aujourd'hui, peuvent se permettre de décréter que « l'éducation ne peut être soumise à l'obligation de résultat »⁵.

Heureusement, il y a des responsables de l'enseignement qui ont des vues plus nuancées sur le sujet, et la conclusion de deux professeurs de l'École normale supérieure, dans un récent article paru dans Le Figaro⁶, donne matière à réflexion:

« Comment pourrait-on recréer une Éducation nationale efficace en conservant une pédagogie qui ne l'est pas ».

Le Comité Rédacteur

⁴ Langues Vivantes (1971-1981). Conseil de l'Europe, Strasbourg 1981.

⁵ Philippe Meirieu (Directeur de l'Institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Lyon): « Ecole: les échéances dérisoires et les autres ». Le Monde 25/11-04.

⁶ Marie-Christine Bellosta et Franck Debié (Maîtres de conférence à l'École normale supérieure): « Critique de la raison pédagogique ». Le Figaro 5/2-05.